



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

**Quarante-cinquième session
«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»**

Rome (Italie), 15-19 octobre 2018

**DÉCLARATION DE LA VICE-PRÉSIDENTE DU FONDS
INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)**

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

M. Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, et M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, ont déjà mis en avant les conclusions du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, ainsi que les sujets de préoccupation de la communauté internationale.

Permettez-moi dès lors de compléter ce qui a déjà été dit, en envisageant l'avenir.

De toute évidence, il faut adopter sans attendre une approche plus systémique des systèmes agroalimentaires. Par systèmes alimentaires, j'entends tout ce qui lie l'environnement, les personnes, les intrants, les processus, les infrastructures et les institutions aux activités ayant trait à la production, la transformation, la distribution et la consommation des aliments.

Parler des systèmes alimentaires exige de comprendre l'économie politique du développement et de la transformation des systèmes agroalimentaires dans le cadre de marchés aujourd'hui mondialisés.

La demande et les préférences des consommateurs évoluent partout vers des produits alimentaires à plus forte valeur, de meilleure qualité et conformes à des normes de sécurité sanitaire plus strictes. Les chaînes mondiales d'approvisionnement sont de plus en plus concentrées et elles sont dominées par des multinationales.

Le Fonds international de développement agricole, le FIDA, centre son action sur les potentiels de l'agriculture et de la transformation rurale en vue d'éliminer la pauvreté et la faim. Il contribue ainsi aux deux premiers objectifs de développement durable.

Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



my276

Dans le monde, 80 pour cent des plus pauvres et la majorité des populations touchées par la sous-alimentation vivent en zone rurale dans les pays en développement et dépendent de la petite agriculture pour assurer leur quotidien et leurs moyens de subsistance.

Le monde compte 500 millions de petites exploitations, dont dépendent quelque deux milliards de personnes. Elles couvrent 30 pour cent des terres agricoles et fournissent 50 pour cent de l'ensemble des calories alimentaires produites à l'échelle mondiale. Elles restent toutefois à l'écart de la mondialisation des marchés¹.

Il y a moyen de faire autrement. Aussi voudrais-je envisager aujourd'hui avec vous un certain nombre de possibilités qui pourraient contribuer à une transformation structurelle durable et inclusive.

Tout d'abord, il faut que nous soyons prêts à adopter les solutions que pourraient offrir les technologies de pointe: des nouvelles technologies qui sont susceptibles d'apporter des réponses immédiates et de proposer des solutions modulables face à des problèmes actuels ou futurs.

L'agriculture de précision en fait partie. Grâce à des télécapturs les agriculteurs peuvent connaître les besoins de leurs cultures en eau ou en engrais. L'utilisation de drones peut indiquer à temps que des plantes sont en mauvaise santé et qu'une intervention est nécessaire. Les caméras haute résolution dotées de systèmes optiques avancés sont elles aussi prometteuses. Toutes ces technologies peuvent être intégrées à divers équipements et connectées à un téléphone portable.

Les avancées de la recherche et de l'innovation agricoles recèlent elles aussi un immense potentiel. Nous ne pouvons qu'être enthousiastes devant les promesses de variétés végétales et animales riches en nutriment, ainsi que par les nouvelles technologies qui ralentissent la dégradation des aliments. La liste est longue.

On peut encore citer les techniques de registre partagé ou «blockchain», qui peuvent permettre des relations de confiance dans les échanges à distance portant sur des fonds ou sur des données sensibles.

Ensuite, il faut que tous les acteurs concernés passent à la vitesse supérieure et jouent leur rôle en ce qui concerne l'orientation à donner au devenir des systèmes agroalimentaires.

Des pouvoirs publics forts doivent mettre en place et exécuter des politiques énergiques visant l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes. Pour ce faire, il faut une collaboration étroite entre prestataires de services de santé et de services sociaux; nutritionnistes et agronomes; agriculteurs et détaillants; et éducateurs et ensemble de la société civile.

En ce qui concerne l'innovation et les solutions technologiques, il faut examiner attentivement la situation et créer un cadre réglementaire qui permette aux petits exploitants, dans les pays en développement, d'avoir accès aux technologies dont ils peuvent avoir besoin. Le secteur privé doit par conséquent être encouragé à développer et reconfigurer les technologies pour les adapter aux petites exploitations.

Le système des Nations Unies a un rôle important: il doit fixer des orientations concernant les avancées technologiques et il doit renforcer le dialogue politique. Il doit donner des directives pour que les évolutions technologiques soient axées sur l'humain, pour qu'elles respectent les droits de l'homme et pour qu'elles soient viables tant sur le plan social que sur le plan environnemental.

¹ Il est difficile d'obtenir des chiffres sur la participation des petits agriculteurs aux chaînes de valeur mondiales, notamment parce que les statistiques nationales et mondiales ne sont pas ventilées suivant la taille des exploitations. Si l'on considère le marché des produits biologiques et des produits certifiés «commerce équitable», qui progresse constamment, on constate que seulement 0,5 pour cent des 500 millions de petits agriculteurs que compte la planète y participent (soit 2,8 millions de petits agriculteurs).

Ces réflexions me ramènent aux conclusions du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* et à un dernier point que je voudrais mettre en relief: nous avons besoin d'une approche programmatique plus ciblée de la coopération pour le développement.

L'histoire nous enseigne qu'une hausse de la productivité et des revenus ne se traduit pas automatiquement, à elles seules, par une amélioration de la situation nutritionnelle des personnes.

Les causes de la malnutrition sont multiples, tout comme les moyens de régler le problème. Il est évident que nous devons nous intéresser aux régimes alimentaires – comment ils évoluent et pourquoi. Il faut que nous examinions l'efficacité des approches existantes, en particulier les systèmes de santé et les systèmes sociaux et éducatifs dans les pays, QUEL QUE soit leur stade de développement.

Au sein du Fonds international de développement agricole, nous nous intéressons de plus en plus aux chaînes de valeur qui prennent en compte la nutrition.

Un projet pilote est en cours dans les provinces indonésiennes des Moluques et des Moluques du Nord, où ont été introduites des approches innovantes en matière de pratiques agricoles, de marchés et de consommation.

Ce projet vise à élargir l'éventail des légumes consommés. Il a notamment permis d'introduire la patate douce Orange biofortifiée.

Il vise aussi à accroître la consommation de protéines. Pour y arriver, il faut toutefois fournir de nouvelles embarcations aux pêcheurs pour leur permettre un rayon d'action plus grand. Il faut aussi mettre en place une filière complète, pour que les produits de la pêche puissent être conservés dans de bonnes conditions, depuis les bateaux de pêche jusqu'à la consommation dans les villages les plus reculés.

Comme vous pouvez le constater, les approches durables de lutte contre la dénutrition exigent de penser autrement et d'investir dans un large éventail d'activités et de domaines.

Les petits exploitants jouent un rôle vital dans la production d'aliments nutritifs, pour eux-mêmes et pour autrui. Voilà pourquoi il faut qu'ils participent à la réflexion sur l'avenir des systèmes agroalimentaires. Et voilà pourquoi, au FIDA, nous donnons un nouveau coup de collier pour garantir leur participation.

Mesdames et Messieurs,

Le dernier rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* montre sans ambages que nous sommes en retard en ce qui concerne l'engagement pris par la communauté internationale de concrétiser l'objectif Faim zéro à l'horizon 2030. Les défis auxquels nous sommes confrontés changent et notre réflexion doit évoluer, tout comme les mesures que nous devons prendre.

Mais je suis convaincue que, grâce à une transformation structurelle inclusive, nous pouvons créer les conditions d'une production viable et d'une consommation durable.

Je vous remercie.